

RÉSOLUTION DU SOUTIEN À LA COLOMBIE

Deuxième Congrès de l'Union internationale des Syndicats de retraités et pensionnés de la FSM, confronté à la situation de répression et de dépossession des droits, dénoncé par la délégation colombienne

REJET

1. Le projet politique et économique néolibéral imposé par les agences du pouvoir global, le consensus de Washington, la Banque mondiale, le FMI et le club des pays riches de l'OCDE, mis en œuvre de manière obéissante dans tous les pays du monde de manière violente par des chefs d'entreprise et propriétaires fonciers agroindustriels et leurs gouvernements, en particulier en Colombie, a eu de graves conséquences sur la qualité de vie de la population, initié en 1990 par le président Gaviria avec sa phrase "Les Colombiens sont les bienvenus à l'avenir" et poursuivi aujourd'hui par le gouvernement d'Iván Duque .

2. La politique belliciste du gouvernement, qui se manifeste de manière interne dans l'ignorance et la faible mise en œuvre des accords conclus avec le parti politique des FARC EP avec l'insurrection d'aujourd'hui et la suspension des dialogues avec la guérilla de l'ELN; et à l'extérieur engageant le pays, continuant à jouer son rôle de Cain d'Amérique attaquant d'autres peuples lors d'incursions impérialistes telles que les guerres de Corée, les Malouines, l'Équateur et maintenant dans la sœur République bolivarienne du Venezuela, ce qui nous permet de réitérer notre vocation et désir de vivre en paix, avec la justice sociale et de jouir pleinement de tous les droits humains.

3. La vague d'assassinats de dirigeants populaires dépassant aujourd'hui le nombre de 450 et le nombre élevé de prisonniers politiques et d'anciens combattants restés injustement derrière les barreaux après la signature des accords sont une expression claire des violations, c'est pourquoi nous exigeons sa liberté immédiate.

4. La politique minière irresponsable et les mégaprojets qui, ignorant les besoins de la population, menacent les écosystèmes dans les cas d'extraction d'or, de charbon, de pétrole et d'autres minéraux riches et les projets impopulaires et inacceptables d'Hydroituango, qui ont coûté à ses habitants 62 massacres et au mouvement syndical plus de sept mille meurtres, provoquant une catastrophe humanitaire et écologique de grande ampleur. De même, les travaux d'El Quimbo, de La Colosa et d'autres dans lesquels, en donnant la priorité aux unités capitalistes privées, plus de 20 grèves d'ouvriers ont été illégalisées au cours des dernières années du secteur productif.

5. En conséquence de ce qui précède, et en faveur de l'unité du mouvement social et des retraités, il soutient les tâches proposées par le mouvement populaire, comme suit :

- Le jour du 6 mars appelé par le mouvement des victimes de crimes d'État MOVICE.
- La mobilisation nationale convoquée par le syndicat et les centres de retraite pour le 20 mars.
- La grève civique nationale du 25 avril prochain.
- Activités prévues le 8 mars pour commémorer la Journée internationale de la femme.

- Le premier mai et toutes les actions appelées par le mouvement populaire pour revendiquer leurs droits économiques, sociaux, politiques et culturels. De même, le II Congrès de l'UIS de la P&R de la FSM exprime sa solidarité morale avec les plus de 130 travailleurs qui, bravement, ont emmené depuis 7 mois la société de confection IAS, exigeant de l'exploiteur Federico Arriola Moreno le respect du 20, 25 et 30 ans de prestations sociales encore inconnues.

De même, le Congrès rejette la prise de contrôle paramilitaire de l'Université de Córdoba-Montería et la manière dont elle a affecté ses syndicats, en particulier ses retraités. Il est nécessaire que le gouvernement colombien se conforme aux lois, jugements et décisions judiciaires approuvés en ce sens, explicitement dans la loi sur les victimes.